

A ce moment-là, monsieur l'Orateur, nous pourrions dire qu'au Canada, nous avons un régime de liberté économique, politique et sociale, un régime économique sain, au service de la personne humaine.

Nous n'avons pas besoin d'un gouvernement pour nous contrôler, mais plutôt pour servir la personne. Que le gouvernement fédéral serve la personne humaine et le Canada grandira, non seulement au point de vue économique, mais au point de vue culturel dans l'unité nationale et le respect mutuel des éléments qui forment notre population.

A ce moment-là, nous pourrions dire: Le Canada est prospère et ce sont des Canadiens prospères qui l'habitent et le développent.

• (5.10 p.m.)

[Traduction]

M. John R. Matheson (secrétaire parlementaire du premier ministre): Nous avons écouté hier soir avec intérêt l'intervention du chef de l'opposition (M. Diefenbaker), qu'il a terminée par une motion reprochant au gouvernement de n'avoir pas pris des mesures efficaces pour stabiliser le coût de la vie. En relisant son discours—et je l'ai lu plusieurs fois—je trouve que c'est un chef-d'œuvre de contradictions, car il recommande, d'une part, des dépenses accrues dans certains secteurs, et, d'autre part, il critique violemment la politique du gouvernement qu'il accuse de dépenser constamment. Il a dit vers la fin de son discours:

Le gouvernement poursuit la réalisation de ses autres programmes et dépense constamment.

J'ai entendu dire que le chef de l'opposition peut se comparer à un commerçant qui vend ses oranges 34c. la douzaine quand il n'en a pas, et 74c. la douzaine quand il en a.

Au cours de ce débat, nous attendions avec impatience des recommandations précises sur la ligne de conduite que les membres de l'opposition aimeraient voir adopter.

M. Vincent: C'est le discours du ministre du Revenu national (M. Benson).

M. Matheson: Non, c'est mon propre discours. Je dois mentionner que l'autorité de contrôler directement les fluctuations des prix dans des circonstances normales, c'est-à-dire lorsqu'on n'est pas en état de guerre ou quand il n'existe pas d'urgence extraordinaire, relève du gouvernement des provinces et non du gouvernement fédéral. Celui-ci peut, bien entendu, apporter son concours. En guise d'exemple, je dirai seulement que la politique actuelle visant à améliorer la formation technique et la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie atténue les congestions de main-d'œuvre dans certaines régions. Cette politique est plus audacieuse dans notre façon scientifique d'aborder l'immigration. En

[M. Caouette.]

second lieu, il faut signaler l'aide destinée à atténuer l'expansion de la demande, en prolongeant la durée du programme fédéral de construction et en encourageant les gouvernements provinciaux à ajourner les travaux dans le cadre des programmes conjoints. Cette politique ne peut avoir de succès que dans la mesure où elle est appuyée par les autorités provinciales.

Les problèmes mentionnés par le chef de l'opposition ne sont pas exclusifs au Canada. Le *Globe and Mail* d'aujourd'hui publie un article intitulé «Des salaires plus élevés, une croissance lente, constituent un danger d'inflation; avertissement à l'Europe.»

L'article de l'*Associated Press* de Genève déclare:

La montée en flèche des salaires et une croissance relativement lente menacent l'Europe occidentale d'inflation...

L'auteur signale que:

...La hausse du revenu par heure de travail en Europe occidentale s'est établie au cours de 1965 entre 7.5 et 11 p. 100. Cela se compare avec une augmentation de 3 p. 100 aux États-Unis.

La hausse de l'indice des prix à la consommation, au cours des derniers mois, n'était pas inattendue. Les députés sont au courant de la pénurie de viande, par exemple, qui est attribuable à un nombre de facteurs. L'une des causes est la demande accrue de cette denrée de la part des Canadiens et des Américains. Dans la région où j'habite se trouve le plus grand point d'exportation de bétail du Canada et je connais très bien certaines causes de l'augmentation du prix du bétail.

En outre, l'adoption des régimes de pensions du Canada et du Québec a sans doute produit une hausse modeste des prix. Je ne veux pas entrer dans les détails, mais quiconque étudie les répercussions de ces deux régimes comprend bien qu'ils suscitent au départ certaines petites augmentations. Une fois passée la période d'adaptation, ces nouveaux régimes ne feront plus monter les coûts et les prix.

Certaines des remarques du député de Cumberland (M. Coates), qui a comparé les réalisations du gouvernement actuel à celles de l'ancien gouvernement, m'obligent à me reporter à ce que disent certains de nos économistes canadiens sur la situation actuelle et sur la situation encore assez récente. Presque tous les députés connaissent sans doute très bien l'ouvrage de M. Harry G. Johnson, professeur d'économie à l'université de Chicago, qui, en 1963, disait dans son livre intitulé «The Canadian Quandary»:

...je crois que le principal problème des cinq dernières années a été celui du chômage massif.

Deuxièmement, je crois que les politiques économiques maladroites des initiateurs de la politique